

RECHERCHE ET NOUVELLES TECHNOLOGIES

Arrêté du 8 août 2003 autorisant au titre de l'année 2003 l'ouverture de concours pour le recrutement d'un ingénieur de recherche de 2^e classe à l'Institut national d'études démographiques

NOR : RECZ0300081A

Par arrêté du directeur de l'Institut national d'études démographiques en date du 8 août 2003, un concours interne est ouvert au titre de l'année 2003 à l'Institut national d'études démographiques afin de pourvoir l'emploi (femme ou homme) vacant ou susceptible d'être vacant suivant :

1 poste d'ingénieur de recherche de 2^e classe, toutes les branches d'activités professionnelles de l'INED.

La date limite de retrait des dossiers est fixée au 29 septembre 2003, à 17 heures.

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 1^{er} octobre 2003 (les dossiers devront être déposés au plus tard le 1^{er} octobre 2003, à 12 heures, ou envoyés [le cachet de la poste faisant foi] au plus tard le 1^{er} octobre 2003, à minuit).

Les dates des épreuves, la composition du jury et la liste des candidats admis à concourir feront l'objet d'une décision du directeur de l'Institut national d'études démographiques.

Nota. - Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser à l'INED, secrétariat général, 133, boulevard Davout, 75980 Paris Cedex 20 (téléphone : 01-56-06-20-60).

Arrêté du 8 août 2003 autorisant au titre de l'année 2003 l'ouverture de concours pour le recrutement d'ingénieurs de recherche de 2^e classe à l'Institut national d'études démographiques

NOR : RECZ0300082A

Par arrêté du directeur de l'Institut national d'études démographiques en date du 8 août 2003, deux concours externes sont ouverts au titre de l'année 2003 à l'Institut national d'études démographiques afin de pourvoir les emplois (femmes et hommes) vacants ou susceptibles d'être vacants suivants :

1 poste d'ingénieur de recherche de 2^e classe, dans la spécialité ingénieur d'analyse et de développement en sciences humaines et sociales, nature du poste : chef du service des enquêtes et des sondages, BAP D, sciences humaines et sociales, affectation : service des enquêtes et des sondages de l'INED (concours sur titres) ;

1 poste d'ingénieur de recherche de 2^e classe, dans la spécialité ingénieur de recherche en calcul scientifique, nature du poste : responsable d'une équipe statistique au sein du service informatique, BAP E, informatique et calcul scientifique, affectation : service informatique de l'INED (concours sur titres).

La date limite de retrait des dossiers est fixée au 29 septembre 2003, à 17 heures.

La date limite de dépôt des dossiers est fixée au 1^{er} octobre 2003 (les dossiers devront être déposés au plus tard le 1^{er} octobre 2003, à 12 heures, ou envoyés [le cachet de la poste faisant foi] au plus tard le 1^{er} octobre 2003 à minuit).

La liste des candidats admis à concourir fera l'objet d'une décision du directeur de l'Institut national d'études démographiques.

Nota. - Pour tous renseignements, les candidats doivent s'adresser à l'INED, secrétariat général, 133, boulevard Davout, 75980 Paris Cedex 20 (téléphone : 01-56-06-20-60).

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DES FINANCES ET DE L'INDUSTRIE

Arrêté du 9 juillet 2003 portant réorganisation de postes comptables des services déconcentrés du Trésor

NOR : BUDR0303031A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le décret n° 95-869 du 2 août 1995 modifié fixant le statut particulier des personnels de la catégorie A du Trésor public ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2001 modifié portant classement des postes comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor ;

Sur le rapport du directeur général de la comptabilité publique,

Arrête :

Art. 1^{er}. - La trésorerie d'Isches est regroupée sur la trésorerie de Lamarche - Martigny-les-Bains.

Art. 2. - La trésorerie d'Isches est supprimée.

Art. 3. - Le classement des postes comptables restructurés en application des articles précédents sera fixé par décision du directeur général de la comptabilité publique.

Art. 4. - Le directeur général de la comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 9 juillet 2003.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la comptabilité publique :
Le directeur adjoint,
D. AMIOT

Arrêté du 29 juillet 2003 portant application de l'article 414 du code des douanes et de l'article 282 du code des douanes applicable à Mayotte

NOR : BUDD0350011A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu l'article 414 du code des douanes ;

Vu l'article 282 du code des douanes applicable à Mayotte,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les dispositions du dernier alinéa de l'article 414 du code des douanes et du dernier alinéa de l'article 282 du code des douanes applicable à Mayotte concernent les marchandises ci-après désignées :

1. Marchandises dangereuses pour la santé publique

Les plantes et substances ou préparations classées comme stupéfiants en application de l'article L. 5132-7 du code de la santé publique.

Les plantes et substances ou préparations classées comme psychotropes en application de l'article L. 5132-7 du code de la santé publique.

Les précurseurs chimiques de stupéfiants ou de substances psychotropes.

Les déchets définis au II de l'article L. 541-1 du code de l'environnement, régis par les articles L. 541-40 à L. 541-42 du même code et les dispositions réglementaires prises pour leur application ainsi que par le règlement (CEE) n° 259/93 du Conseil du 1^{er} février 1993 et les décisions communautaires prises en son application.

2. Marchandises dangereuses pour la sécurité publique

Les armes et les munitions reprises au chapitre 93 du tarif des douanes.

Les poudres et substances explosives visées par le décret n° 71-753 du 10 septembre 1971 pris pour l'application de l'article 1^{er} de la loi n° 70-575 du 3 juillet 1970 portant réforme du régime des poudres et substances explosives.

3. Marchandises dangereuses pour la moralité publique

Les objets de toute nature comportant l'image ou la représentation d'un mineur, à caractère pornographique, visés à l'article 227-23 du code pénal.

Tout support comportant un message à caractère violent ou pornographique ou de nature à porter gravement atteinte à la dignité humaine, lorsque ce message est susceptible d'être vu ou perçu par un mineur, au sens de l'article 227-24 du code pénal.

Art. 2. – Le directeur général des douanes et droits indirects est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 29 juillet 2003.

Pour le ministre et par délégation :

*Le directeur général
des douanes et droits indirects,
F. MONGIN*

Arrêté du 1^{er} août 2003 portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du Trésor

NOR : BUDR0303038A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le décret n° 95-869 du 2 août 1995 modifié fixant le statut particulier des personnels de la catégorie A du Trésor public ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2001 modifié portant classement des postes comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor ;

Sur le rapport du directeur général de la comptabilité publique,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La trésorerie de Plouha est regroupée sur la trésorerie de Lanvollon, renommée trésorerie de Lanvollon-Plouha (département des Côtes-d'Armor).

Art. 2. – La trésorerie d'Uzel est regroupée sur la trésorerie de Loudéac.

Art. 3. – La trésorerie de Maël-Carhaix est regroupée sur la trésorerie de Rostrenen.

Art. 4. – La trésorerie de Bourbriac est regroupée sur la trésorerie de Guingamp.

Art. 5. – Les trésoreries de Plouha, d'Uzel, de Maël-Carhaix et de Bourbriac sont supprimées.

Art. 6. – Le classement des postes comptables restructurés en application des articles précédents sera fixé par décision du directeur général de la comptabilité publique.

Art. 7. – Le directeur général de la comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2004 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 1^{er} août 2003.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de la comptabilité publique :

*Le directeur adjoint,
D. LAMOT*

Arrêté du 4 août 2003 portant réorganisation des postes comptables des services déconcentrés du Trésor

NOR : BUDR0303045A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu le décret n° 95-869 du 2 août 1995 modifié fixant le statut particulier des personnels de la catégorie A du Trésor public ;

Vu l'arrêté du 21 décembre 2001 modifié portant classement des postes comptables non centralisateurs des services déconcentrés du Trésor ;

Sur le rapport du directeur général de la comptabilité publique,

Arrête :

Art. 1^{er}. – Les trésoreries de Saint-Beauzély et de Vézins-de-Lévézou sont regroupées sur la trésorerie de Millau, renommée trésorerie de Millau - Saint-Beauzély - Vézins-de-Lévézou (Aveyron).

Art. 2. – La gestion comptable ainsi que le recouvrement des impôts des communes de Broquiès, Lestrade-et-Thouels et Brousse-le-Château, actuellement assurés par la trésorerie de Broquiès, sont rattachés à la trésorerie de Saint-Rome-de-Tarn, renommée trésorerie de Saint-Rome-de-Tarn - Broquiès.

Art. 3. – La gestion comptable ainsi que le recouvrement des impôts de la commune de Saint-Izaire, actuellement assurés par la trésorerie de Broquiès, sont rattachés à la trésorerie de Saint-Affrique.

Art. 4. – Les trésoreries de Saint-Beauzély, de Vézins-de-Lévézou et de Broquiès sont supprimées.

Art. 5. – Le classement des trésoreries restructurées en application des articles précédents sera fixé par décision du directeur général de la comptabilité publique.

Art. 6. – Le directeur général de la comptabilité publique est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2004 et sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 août 2003.

Pour le ministre et par délégation :

Par empêchement du directeur
de la comptabilité publique :

*Le directeur adjoint,
D. LAMOT*

Arrêté du 11 août 2003 complétant la liste des emplois de chef de mission

NOR : ECOS0320012A

Le ministre de l'économie, des finances et de l'industrie,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 92-213 du 4 mars 1992 modifié relatif à l'emploi de chef de mission du ministère de l'industrie et du commerce extérieur ;

Vu l'arrêté du 21 avril 1992 modifié relatif aux emplois de chef de mission,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La liste des emplois de chef de mission figurant à l'article 1^{er} de l'arrêté du 21 avril 1992 susvisé est complétée par les postes suivants :

« Chef du service administration des ressources à la direction régionale de l'INSEE d'Alsace ;

Chargé de mission pour le réseau régional à la direction régionale de l'INSEE de Champagne-Ardenne ;

Directeur adjoint du centre de formation de l'INSEE de Libourne ;

Chef de la section SUSE à la direction générale de l'INSEE. »

Art. 2. – Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 11 août 2003.

Pour le ministre et par délégation :
Par empêchement du directeur général
de l'Institut national de la statistique
et des études économiques :

*Le secrétaire général,
O. PERRAULT*